

LETTRE OUVERTE AUX MINISTRES DE L'EUROGROUPE

Nous demandons à l'Eurogroupe d'adopter un vaste plan de relance économique!

L'Organisation Mondiale de la Santé a déclaré que l'Europe est devenue l'épicentre de l'épidémie de COVID-19. Ce qui, il y a à peine quelques semaines, semblait une urgence de santé publique sur un autre continent, pèse maintenant lourdement sur la santé et la vie des Européennes et des Européens.

Notre continent n'a pas été confronté à un tel enjeu depuis la Seconde Guerre Mondiale. Ce n'est pas seulement la santé, l'économie et le tissu social de l'Europe qui sont en danger, mais aussi les fondations mêmes de l'Union Européenne.

Nous sommes confrontés à un ennemi invisible et commun qui ne connaît pas de frontières. Il nuit déjà à l'essence même de l'UE et de ses quatre libertés : la circulation des biens, des services, des capitaux et des personnes. Le marché unique de l'UE et l'espace Schengen sont déjà sous pression et les réponses unilatérales mettent en péril les chances de contenir de cette pandémie.

L'Eurogroupe a un rôle central à jouer dans la réponse à apporter à cette crise. S'il ne parvient pas à démontrer de la détermination, de la coordination et de la solidarité à l'heure actuelle, le COVID-19 pourrait provoquer une récession économique sans précédent, avec des conséquences sociales et politiques imprévisibles.

Nous saluons les premières mesures présentées par la Commission européenne et la Banque centrale européenne. En revanche, les deux institutions reconnaissent qu'en l'absence d'une réponse budgétaire massive, coordonnée et commune au niveau de l'UE, ces propositions seraient des gouttes perdues dans l'océan. Nous nous réjouissons que la Commission ait pris en compte notre appel en faveur de la pleine utilisation de la flexibilité du Pacte de Stabilité et de Croissance, qui, utilisée de manière coordonnée, contribuera à atténuer les effets d'une grave récession économique. Toutefois, cela ne suffira pas.

Si la crise financière de 2008 nous a appris quelque chose, c'est que la politique monétaire ne peut rien à elle seule, et que les mesures nationales ne suffisent pas. Nous savons d'expérience qu'agir ensemble et rapidement est la seule réponse efficace à une crise qui nous concerne tous.

C'est la raison pour laquelle nous demandons la mise en place d'un plan de relance économique COVID-19 à l'échelle européenne, avec une stratégie consolidée et cohérente en vue de la mobilisation rapide des différents instruments dont l'UE dispose afin de soutenir les citoyens et les citoyennes, les PME et les entreprises. Il doit s'agir, entre autres, de la Banque Centrale Européenne, du Fonds Européen d'Investissement, du Mécanisme Européen de Stabilité et d'autres instruments de l'union bancaire. Plus vite nous agissons, mieux nous pourrions limiter les impacts socioéconomiques du COVID-19.

Les fonds propres de la Banque Européenne d'Investissement doivent être augmentés, et surtout, le potentiel offert par le Mécanisme Européen de Stabilité doit être utilisé au moyen d'une ligne de crédit obligatoire destinée à financer un instrument commun d'investissement. Nous invitons l'Eurogroupe à présenter un plan de relance approuvé au niveau européen. Il doit être financé conjointement par le MES, et tous les États membres doivent pouvoir participer.

Nous devons en premier lieu protéger la vie et la santé des citoyens et des citoyennes, mais nous devons également prendre des mesures pour garantir qu'ils pourront retrouver leur emploi une fois que la pandémie sera passée. Personne ne devrait avoir à choisir entre sa propre protection et/ou celle de ses proches, ou bien garder son emploi, ce qui pourrait d'autant plus mettre leur santé et celles des autres en danger.

C'est la raison pour laquelle nous demandons la mise en œuvre urgente d'un mécanisme de réassurance chômage. S'il est suffisamment financé, ce serait l'outil naturel pour faire face au choc socio-économique auquel les pays de l'UE sont confrontés en raison de l'épidémie.

Nous devons garder à l'esprit qu'au-delà des déficits, des dettes souveraines, des modèles macroéconomiques et des intérêts nationaux à court terme, il y a des vies humaines en jeu. Plus que les marchés financiers, toutes celles et ceux qui luttent contre le COVID-19 et ses effets doivent sentir que l'UE fait tout ce qui est en son pouvoir pour les protéger. L'UE a la possibilité d'envoyer un signal fort d'unité et de solidarité. Avec la bonne réponse, nous pouvons sortir plus forts de cette période difficile.

Iratxe García, Présidente du Groupe des socialistes et démocrates au Parlement européen
Christophe Rouillon, Président du Groupe PSE au Comité européen des régions
Sergei Stanishev, Président du Parti socialiste européen (PSE)